Communiqué de presse interfédérale

19 septembre 2025

La rupture, c'est maintenant !

La journée de mobilisation du 18 septembre fut une incontestable réussite pour le mouvement social.

Elle confirme que nos revendications sont au cœur du débat public. Parmi elles, deux se distinguent particulièrement par leur place prise dans le débat public :

- la question de la justice sociale, fiscale et environnementale ;
- le rôle des services publics.

Il est encourageant de voir que le débat public sur le financement et la dette et des services publics progressent dans la société même s'il demeure parfois marqué par certaines postures. L'opinion selon laquelle seules les administrations seraient responsables de la dérive budgétaire est largement battue en brèche. Pour nous, c'est un indéniable signe d'avancée.

Les missions de notre ministère sont au cœur de l'État. Dans le contexte budgétaire actuel, elles devaient faire l'objet de toutes les attentions, à l'exact opposé de la casse systématique qui nous subissons depuis des décennies.

Les fédérations des Finances exigent :

- la reconnaissance de l'importance de toutes les missions à Bercy,
- l'arrêt des suppressions d'emplois (30 000 en 10 ans) et le renforcement des effectifs,
- la valorisation de la compétence des personnels par l'augmentation des taux de promotion.

Avec l'intersyndicale nationale interprofessionnelle, les fédérations des Finances exigent :

- **l'abandon de l'ensemble du projet de budget 2026** (doublement des franchises médicales, l'année blanche, désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agents de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires ainsi que la réforme de l'assurance chômage ;
- l**a justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- **la conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- une protection sociale de haut niveau et **l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;**
- **des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.

Et maintenant, la balle est dans le camp du Premier ministre, qui reçoit mercredi 24 septembre prochain les organisations syndicales interprofessionnelles nationales.

S'il reste sourd à nos demandes, nous nous retrouverons pour décider d'une nouvelle journée de grève et de manifestations.